

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 30 JUIN 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 régissant le fonctionnement des activités de la société ABELLARD TEXTILES dans son établissement situé zone industrielle Le Rébé à AMPLEPUIS ;

VU le rapport du 7 juin 2010 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement d'AMPLEPUIS exploité par la société ABELLARD TEXTILES a permis à l'inspecteur des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- à l'intérieur du bâtiment, deux réservoirs de 1 m³ de produits ayant pour dénomination commerciale « Esterol 33N » et « Rewin KMB », classés dangereux pour l'environnement, ne sont pas placés sur cuvette de rétention (point 11 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992),
- à l'extérieur du bâtiment, sur une aire non protégée des intempéries et comportant des regards d'évacuation d'eaux vers la station de prétraitement de l'établissement avant rejet vers la station d'épuration communale, douze bidons de 30 litres d'ammoniaque à 22 %, sept bidons de 30 litres d'acide formique à 80 %, sept bidons de 30 litres d'acide chlorhydrique à 30 %, un réservoir de 1 m³ de lessive de soude à 30 %, un réservoir de 1 m³ de peroxyde d'hydrogène à 30 %, un réservoir de 1 m³ d'acide acétique à 80 % et différents fûts de 200 litres dont le contenu était indéterminé étaient posés à même le sol sans capacité de rétention (point 11 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992) ;

CONSIDERANT donc que la société ABELLARD TEXTILES ne respecte pas l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 susvisé réglementant l'ensemble des installations de son établissement d'AMPLEPUIS ;

../..

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation des installations en cause dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter strictement les dispositions prévues au paragraphe 11 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société ABELLARD TEXTILES, zone industrielle Le Rébé à AMPLEPUIS, est mise en demeure de respecter strictement les dispositions du point 11 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 susvisé, dans un délai de *trois mois* à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'AMPLEPUIS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 30 JUIN 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER